

VERCORS | Le président de l'association loupdev dénonce le "business gouvernemental du sauvage"

« Ce qui se cache derrière la cause du loup »

Frank Reynier, président de l'association loupdev, proche des éleveurs et basée dans le Vercors, lève le voile sur les véritables raisons qui, selon lui, poussent l'État à mener "une propagande pro-loup". À ses côtés, Bruno Leconte, éleveur et fondateur du collectif L113 et Françoise Degert, journaliste (blogs.médiapart.fr).

→ Sur quels éléments fondez-vous vos propos ?

Le loup est un "prédateur sans prédateur". Protégé par la convention de Berne et la directive Habitats, sa croissance est estimée à environ 20 % chaque année. L'État admet 500 loups sur le territoire et si l'on ne régule pas son développement, il y en aura au moins 8 000 dans 15 ans. Un loup consomme 4,3 kg de viande chaque jour, cela équivaut à 400 000 chevreaux ou brebis de 25 kg chacun. Ses attaques récurrentes vident la montagne de l'élevage de proximité. En favorisant un tel système, l'État pousse au réensauvagement du territoire national avec un objectif de 10 % pour environ 1 % aujourd'hui. Le loup et l'ours en sont les bras armés.

→ Quel intérêt pour l'État à réensauvager la nature ?

À l'origine de la convention de Berne qui organise la réintroduction des grands prédateurs, il y a une très discrète ONG, l'UICN (Union internationale de conservation de la nature), qui régit la politique environnementale mondiale autour du réensauvagement de la nature et de sa privatisation. Elle prépare les projets de lois et fait un intense lobbying

auprès du Parlement européen. Finalité : réintroduire les grands prédateurs et traiter la nature comme un produit bancaire. L'eldorado du XXI^e siècle... Citons l'Aspas (affiliée UICN) dans le Vercors drômois qui s'appête à ouvrir une Réserve de vie sauvage à l'intérieur de laquelle les grands prédateurs seront protégés et qui à terme circuleront librement une fois les clôtures ôtées, comme ils l'annoncent.

→ Vous dénoncez aussi une "financiarisation" de la nature...

«Une étude montre que les Français sont prêts à payer 8 milliards de droits d'accès à un espace naturel. C'est dire si le business du sauvage a de l'avenir. Aux États-Unis, les banques vertes sont déjà en ordre de marche. Alors quel lien entre le loup de Wall Street et celui du Vercors ? Un territoire en friche intéressera toujours les marchés émergeant du carbone et de la biodiversité. La protection des espèces est entre les mains de ces nouveaux banquiers.»

→ Quid des éleveurs ?

L'enjeu est de vider ces espaces de toute activité humaine. Avec le loup, on fait fuir le pastoralisme au profit d'un élevage hors-sol, aux portes de ces territoires protégés. C'est la perte de qualité assurée et la fin des circuits courts. Personne ne veut de ce modèle à l'américaine, type Yellowstone ou Yosemite.

→ On dit que le loup est craintif et qu'il n'attaque pas l'homme...

«Lors de notre conférence sur le loup cet été à Villard-de-Lans, nous avons levé des ta-



« La politique environnementale est dictée par des instances non gouvernementales, en dehors de tout débat démocratique. L'avenir des collectivités locale se trame en coulisses », affirme Frank Reynier. Photo DR

bous devant une salle comble. La conscience collective a oublié qu'entre le XVII^e et le XIX^e siècle, au moins 10 000 morts ont été attribuées au prédateur. Aujourd'hui, il dévore 12 000 bovins et ovins par an, des ânes, des poulains, des chiens sans soulever l'indignation des politiques.»

→ Comment les interpeller ?

«Le manque d'informations des élus locaux est grand autour de l'implication de l'État dans la prolifération du loup. Bruno Leconte, Françoise Degert et moi-même les avons sollicités pour une table ronde sans slogans, ni effusions. Regrouper tous les acteurs et lever le voile sur le "business du sauvage" est l'action que nous menons sans relâche, preuves à l'appui.»

Propos recueillis par Anne-Laure BISTON



À l'aide d'archives, de films, de débats, de discours officiels et de preuves, Bruno Leconte, éleveur et fondateur du collectif L113, Frank Reynier, président d'loupdev et Françoise Degert, journaliste, parcourent le territoire pour "mettre un terme à la conspiration du silence et pousser les élus à agir". Photo ALB